**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de l'ASSEMBLÉE**

1ÈRE Réunion de 2015

Séance du 28/29 janvier 2015

CG20150128_21
id. 1469

Les vingt-huit et vingt-neuf janvier deux mille quinze, les membres du Conseil Général légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, l'Assemblée départementale peut valablement délibérer.

Présents ou ayant donné procuration de vote :

M. J-P. ALBERT, M. E. ASTOUL, M. C. ASTRUC, M. P. AURIENTIS, M. J-M. BAYLET, M. J-P. BESIERS, M. J. CAMBON, M. J. CAPAYROU, M. B. DAGEN, M. J-L. DEPRINCE, M. G. DESCAZEAX, M. G-M. EMPOCIELLO, M. F. GARRIGUES, M. R. GARRIGUES, M. J. GONZALEZ, M. P. GUILLAMAT, M. G. HEBRAL, M. A. LACOMBE, M. J. LAVABRE, M. M. MARTY, M. P. MARTY, M. R. MASSIP, M. C. MOUCHARD, M. J-P. QUEREILHAC, M. J-P. RAYNAL, M. D. ROGER, M. J. ROSET, Mme D. SARDEING-RODRIGUEZ, M. J. TABARLY, M. L. VIGUIE

**CONCOURS AUX COLLECTIVITÉS LOCALES
RELATIONS CONTRACTUELLES
"CONSEIL GÉNÉRAL/SÉMATEG"**

CONTEXTE

Par convention modifiée du 29 septembre 1987, le Conseil Général a confié à la Sémateg **une mission d'assistance** auprès des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) axée sur deux volets : **la gestion d'un fonds de concours d'aide à la définition des programmes d'investissement**, et un deuxième volet portant sur une **assistance juridique et technique au quotidien**.

Je vous rappelle que notre Assemblée, en sa séance du 23 juin 2008, à approuvé l'avenant n°3 à la convention du 29 septembre 1987 portant **suppression du volet « gestion du fonds de concours »** afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

Les interventions relevant de ce dernier volet figurent désormais au titre des politiques de droit commun gérées par les services départementaux et vous ont été précisées lors du Budget Primitif.

Je suis en mesure de vous présenter, dans le cadre du Budget Primitif 2015, **le volet « Conseil juridique et technique »** qui, non affecté par le réaménagement de procédure, **demeure en vigueur**.

VOLET « CONSEIL JURIDIQUE ET TECHNIQUE »

Ce volet répond à une volonté du Conseil Général de fournir des conseils techniques aux communes et EPCI désireux d'obtenir une réponse rapide aux diverses questions liées aux investissements.

L'intérêt public d'un tel service visant à assister les communes qui en ont besoin et qui ne peuvent, à cause de la modicité de leur budget faire face aux charges correspondantes, est indéniable. Ce dispositif, dont la légalité a été validée par la juridiction administrative, me paraît devoir être maintenu compte tenu de son adéquation aux besoins recensés.

En cela, l'action départementale coïncide avec la réglementation aux termes de laquelle le Département apporte aux communes qui le demandent, son soutien à l'exercice de leurs compétences (art. L.3233-1 du CGCT).

Le volet est constitué d'une dotation annuelle représentative des interventions réalisées par la SEMATeG. Le versement de la dotation est subordonné à l'obligation faite à la Société de maintenir une cellule technique de référence et de produire les justificatifs des interventions réalisées.

Au titre de la période allant du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014, l'intervention de la SEMATeG s'établit à **133 764 € TTC** conformément à la liste présentée, correspondant à 157 journées d'interventions. A noter qu'un acompte de 38 352 € à d'ores et déjà été versé, conformément à la décision prise en DM 2 de 2014.

Compte tenu de ces éléments, je vous serais obligé de bien vouloir délibérer

□

□

□

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL GENERAL

- Arrête, conformément à la liste présentée, le montant de la dotation relative à la période allant du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 "conseil technique et juridique 2014" de la Sémateg, à la somme de 133 764 € prévus à l'article 20421, sous-fonction 74 du budget départemental ;
- Précise qu'un acompte de 38 352 € à d'ores et déjà été versé, conformément à la décision prise lors de la Décision modificative n°2 de 2014.

Adopté à l'unanimité,
hors de la présence de Monsieur Guy Hébral,
Président de la Sémateg,
qui n'a pas participé au vote.

Le Président,

Jean-Michel BAYLET